

# La désintégration yougoslave : un cadre fertile pour la théorie des dominos ?

## Assessing The Domino Theory : The Yugoslav Case-Study

Rémy Gagnon

Volume 25, numéro 4, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703389ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703389ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagnon, R. (1994). La désintégration yougoslave : un cadre fertile pour la théorie des dominos ? *Études internationales*, 25(4), 763–779.  
<https://doi.org/10.7202/703389ar>

Résumé de l'article

Undoubtedly, one of the most critical crisis in the post-Cold War era, the Yugoslav conflict, due to its nationalist character, nurtured the fear that a full scale Balkan War would result. In the very heart of Europe, it threatened to spread, and then to slip away from the Occidental power's control. How to explain it, but specially how to prevent this diffusion ? The Domino Theory applied to the Yugoslav conflict proposes a model to answer these core questions. Based on a positive model of spatial diffusion, the analysis which follows investigates in depth the relationships between the « 1989 socialist break-up », the internal situation of Yugoslavia, and the spreading of the conflict. By so doing this analysis sheds light on the circumstantial causes and on the chain of events which explain the origin of the conflict, as well as its expansion. Starting with the postulate that the actions of state, within a given spatial and time framework, have a definite chance of influencing the actions of its neighboring states, we attribute an important measure of responsibility to the collapse of USSR in the Yugoslav Conflict's release.

# La désintégration yougoslave : un cadre fertile pour la théorie des dominos ?

Rémy GAGNON\*

ABSTRACT — *Assessing The Domino Theory : The Yugoslav Case-Study*

Undoubtedly, one of the most critical crisis in the post-Cold War era, the Yugoslav conflict, due to its nationalist character, nurture the fear that a full scale Balkan War would result. In the very heart of Europe, it threatened to spread, and then to slip away from the Occidental power's control. How to explain it, but specially how to prevent this diffusion ? The Domino Theory applied to the Yugoslav conflict proposes a model to answer these core questions. Based on a positive model of spatial diffusion, the analysis which follows investigates in depth the relationships between the «1989 socialist break-up», the internal situation of Yugoslavia, and the spreading of the conflict. By so doing this analysis sheds light on the circumstantial causes and on the chaine of events which explain the origine of the conflict, as well as its expansion. Starting with the postulate that the actions of state, within a given spatial and time framework, have a definite chance of influencing the actions of its neighboring states, we attribute an important mesure of responsibility to the collapse of USSR in the Yugoslav Conflict's release.

Cet article propose, sous l'angle de la théorie des dominos (TD), une analyse en parallèle des événements de 1989 en Europe de l'Est, et de 1991 en ex-Yougoslavie. En principe, la TD cherche à prédire en construisant des schémas d'analyse synchronique, i.e. où les rapports dyadiques sont ordonnés sur une échelle graduée en fonction du temps et de l'espace. Elle s'appuie sur un «modèle positif de diffusion spatiale» (c'est-à-dire la diffusion au contact<sup>1</sup>), qui a pour fonction essentielle l'explication du phénomène de diffusion. Par la

\* Étudiant au doctorat au Département de science politique de l'Université McGill. Cet article est le fruit de recherches entamées sous l'égide du Centre d'étude des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) à l'Université du Québec à Montréal. L'auteur tient à remercier les professeurs Pierre Binette, Charles-Philippe David et Philippe LePrestre pour leurs judicieux commentaires.

1. Starr identifie quatre processus de diffusion (renforcement positif et négatif, diffusion spatiale positive et négative). Il définit la diffusion spatiale positive comme «The process in which the occurrence of a new war participation in a nation increases the likelihood that other nations will experience subsequent war participation». Voir Benjamin A. Most et Harvey STARR, «Diffusion, Reinforcement, Geopolitics, and the Spread of War», *American Political Science Review*, 74, 1980, pp. 932-946 ; voir également Harvey STARR, «Democratic Dominoes. Diffusion Approaches to the Spread of Democracy in the International System», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 35, no. 2, juin 1991, pp. 356-381.

concomitance de facteurs exogènes et endogènes, et sous certaines conditions, l'effet de diffusion, la structure du système et, bien sûr, l'équilibre régional peuvent être modifiés.

Pour expliquer le mouvement de désintégration en ex-Yougoslavie, et sa dégénérescence en conflit armé, l'étude du lien entre les facteurs internes et externes revêt une importance capitale. Elle fournit dans une large mesure les assises d'une théorie (la TD) qui se propose de fondre les approches systémique et fonctionnaliste. Or, afin d'observer avec précision la filiation particulière entre ces facteurs et, par extension, leur influence sur le processus de désintégration en ex-Yougoslavie, il convient, au préalable, de les inscrire dans une perspective régionale. Cela dit, certaines balises doivent être posées. C'est ainsi que nous ne chercherons pas à expliquer les causes profondes de la désintégration yougoslave – d'autant plus qu'actuellement un grand nombre de travaux portent sur cet aspect (notamment ceux de Paul Garde et de M. Glenny). L'originalité de cet article tient plutôt à l'explication des causes circonstanciellles qui ont conduit à la décomposition violente de la fédération yougoslave. Elles tirent leur importance du fait qu'elles incarnent à la fois les variables externes et internes, centrales dans notre raisonnement. Plusieurs vecteurs circonstanciels orientent notre réflexion, notamment : l'instabilité politique (causée par le caractère non représentatif de la Constitution de 1974) et économique, la dissolution de l'empire soviétique et l'accord polonais du 5 avril 1989. Développée en trois temps, cette analyse s'inspire du postulat selon lequel l'action des États est fortement déterminée par les circonstances<sup>2</sup>.

Dans un premier temps, nous tenterons d'identifier l'existence d'un effet domino : d'un mouvement en cascade vers la révolution démocratique, responsable, dans une certaine mesure, de l'expression violente des nationalismes<sup>3</sup>. Par la suite, nous analyserons l'impact spécifique de l'effet de diffusion régionale sur le mouvement de désintégration en ex-Yougoslavie. Enfin, nous démontrerons comment l'ouverture des régimes à la démocratie a exacerbé les nationalismes et mené à la guerre civile. Considérée comme une condition essentielle à la construction d'un archétype théorique capable d'expliquer le démembrement graduel de l'ordre ancien, et de démontrer que celui-ci s'inscrit « dans une séquence d'actions qui stimule la réaction en cascade »<sup>4</sup>,

2. « A state will use force to attain its goals if, after assessing the prospects for success, it values those goals more than it values the pleasures of peace. Because each state is the final judge of its own cause, any states must constantly be ready either to counter force with force or to pay the cost of weakness. The requirements of state action are, in this view, imposed by circumstances in which all states exist. » Kenneth N. WALTZ, *Man, the State and War*. New York, Columbia University Press, 1959 (1954), p. 160.
3. Dans notre analyse, le terme révolution renvoie, de manière générale, « au support populaire massif à la transition (généralement initiée par le haut, sauf en Roumanie) du pouvoir politique qui conduit à la transformation de l'ordre social ». Voir Timur KURAN, *op. cit.*, p. 13 ; alors que le tournant démocratique est essentiellement déterminé par l'adoption du multipartisme.
4. James N. ROSENAU, *Turbulence in World Politics : A Theory of Change and Continuity*. Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 299.

l'ouverture des régimes socialistes présente une plate-forme exceptionnelle pour l'application de la TD. C'est donc de ce terreau qu'émane notre observation, celle d'une tendance, d'un mouvement mécanique.

Ainsi, dans quelle mesure la théorie des dominos et son corollaire *democratic dominoes*<sup>5</sup>, peuvent-ils expliquer le rôle des influences externes et des préconditions internes dans le conflit yougoslave? La réponse à cette question devrait permettre: 1) de dégager d'autres paramètres que ceux habituellement utilisés<sup>6</sup> pour expliquer le phénomène de désintégration et l'élargissement du conflit, et 2) de comprendre pourquoi les tensions qui résultent, par exemple, des nationalismes se sont propagées à la manière d'un virus – c'est-à-dire de façon non concertée, mais néanmoins prévisible, où la contiguïté est généralement considérée comme un facteur de propagation important, mais non exclusif. Si, dans une certaine mesure, les conflits nationalistes ont épargné des zones comme le Kosovo, la Voïvodine, le Monténégro et la Macédoine, elles demeurent néanmoins particulièrement réceptives, mais à des degrés différents, à la diffusion du conflit. Dans ces cas, l'apparition d'intrants «modérateurs» (la diplomatie, l'incertitude liée à l'action, les contraintes normatives internationales, etc.) a pu limiter la diffusion, ou du moins l'étouffer temporairement<sup>7</sup>.

Partant de la prémisse qu'il y a une forte relation entre la chute du communisme et l'instabilité politique en Europe de l'Est et dans les Balkans, nous avançons l'hypothèse que la désintégration de la fédération yougoslave, en 1991, est le fruit d'une conjoncture externe favorable, celle de l'éclatement de l'ex-URSS et des régimes socialistes en général, mais aussi d'une situation interne – politiquement, économiquement et ethniquement – explosive et non d'une recherche de démocratisation unilatérale, indépendante et surtout contingente. La situation interne a donc servi à la fois de réceptacle à l'«ouverture» démocratique et de combustible pour la diffusion des conflits. À cet égard, nous pouvons nous questionner sur le paradoxe qui caractérise les événements qui ont transformé le visage politico-stratégique de la planète en 1989. Pourquoi, en plus d'imprimer l'énergie suffisante pour anoblir le concept de démocratie en Europe de l'Est, ces événements ont provoqué l'expression violente des nationalismes?<sup>8</sup>

5. Rappelons que les dominos traditionnels correspondaient aux États susceptibles de choir dans le giron communiste, alors qu'ici nous faisons référence à la réaction inverse, c'est-à-dire que les dominos correspondent maintenant aux États en voie de démocratisation. Voir à ce sujet Harvey STARR, *op. cit.*

6. Il s'agit principalement des divisions ethniques et religieuses.

7. Par exemple, le fait que la Grèce se sente très concernée par le contentieux macédonais tout en étant membre de l'OTAN et de la CEE introduit une variable limitative importante. Il en est de même pour les actions des Institutions internationales engagées dans le conflit qui, au demeurant, multiplient sensiblement le degré de complexité.

8. Ce paradoxe ne fait pas abstraction du rapport entre le mode de gestion politique et social et le développement du cadre national. Certains nationalismes, yougoslave et roumain notamment, ont pu s'exprimer dans l'espace normatif que représentait le bloc socialiste. Pour cette raison, le lien de causalité mis en lumière ici est essentiellement circonstanciel.

## I – La théorie des dominos : de la métaphore à la fonction analytique

Sur la base de trois conditions : espace, durée (vitesse de réaction), vulnérabilité, nous suggérons un cadre conceptuel permettant le passage de la suggestion métaphorique, incarnée par l'effet domino, à l'outil analytique incisif, la théorie des dominos. Cette étape fondamentale devrait nous permettre de dégager une fonction explicative manifeste, du moins suffisamment pour réactualiser une théorie qui semblait, jusqu'à présent, n'être applicable que dans le contexte précis de la guerre froide.

Une mise en garde s'impose toutefois. La théorie des dominos n'est pas une théorie de la désintégration. Elle ne peut, de ce fait, expliquer ce phénomène précis. Cependant, elle est utile pour comprendre l'impact et expliquer l'influence d'un foyer régional de désintégration sur les pays et les régions limitrophes. Pour cette raison, mais aussi pour s'assurer qu'une relation forte se dégage, il est préférable de circonscrire géographiquement (c'est-à-dire dans un cadre régional) le principe de diffusion. Comme le rapporte Stuart A. Bremer, le processus de diffusion s'opère plus facilement (et s'observe aussi plus facilement) dans une perspective intra régionale<sup>9</sup>. C'est ainsi qu'à court terme, une démonstration anti-gouvernementale en Pologne aura probablement plus de répercussion sur la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est (adjacents) ou la Hongrie que sur la Yougoslavie ou l'Albanie ; alors qu'à plus ou moins long terme, toute mobilisation anticommuniste rend probable un effet de cascade dans toute l'Europe de l'Est et les Balkans. Comme le souligne Harvey Starr : « la diffusion semble être facilitée par la proximité<sup>10</sup>. »

Dans l'étude des conflits militaires, un état de guerre est souvent déterminant dans le choix des options des pays contigus directement concernés et potentiellement menacés<sup>11</sup>. Il en découle deux hypothèses : 1) les activités militaires d'un État ont de fortes chances d'exercer un effet d'entraînement sur ses voisins immédiats ; 2) la sensibilité des États limitrophes croît avec l'éminence de la menace et du changement. « Si un conflit s'amorce dans une région, il est probable qu'en peu de temps d'autres guerres éclatent à proximité du foyer initial<sup>12</sup>. » Ainsi, les violences, telle une épidémie, peuvent se répandre après le premier assaut, notamment parce que le degré d'incertitude est décuplé. De ce fait, la guerre et l'incertitude qui en découle, tendent à modifier l'équilibre régional des puissances, ce qui offre de nouvelles opportunités aux États voisins encore non belligérants (maximisation des gains)<sup>13</sup>.

9. S.A. BREMER, « The Contagiousness of Coercion: The Spread of Serious International Disputes, 1900-1976 », *International Interactions*, 9, 1982, pp. 29-55.

10. HARVEY STARR, *op. cit.*, p. 361 ; Voir J. David SINGER et Melvin SMALL, *The Wages of War 1816-1965. A Statistical Handbook*, New York, John Wiley & Sons, 1972, pp. 290-297.

11. Voir à ce sujet S.A. BREMER, *op. cit.* ; H. HOUWELING et J. SICCAMA, « The Epidemiology of War, 1960-1980 », *Journal of Conflict Resolution*, 29, 1985, pp. 641-663.

12. H. HOUWELING et J. SICCAMA, *op. cit.*, p. 646.

13. Voir Benjamin A. MOST et Harvey STARR, « Diffusion, Reinforcement, Geopolitics, and the Spread of War », *op. cit.*, pp. 934-935.

Cela, bien sûr, n'illustre pas entièrement ni nécessairement l'effet domino. Or, pour que les dominos qui basculent s'inscrivent dans un processus cumulatif, bref, pour que la réaction en chaîne s'apparente à la TD, ils devront :

- 1) Être vulnérable, ou se considérer comme tel<sup>14</sup>. Cette position défavorable sera accentuée par :
  - l'hétérogénéité ethnique ;
  - une situation économique instable, causée par le faible rendement et/ou encore par des disparités intra étatiques ;
  - une situation politique explosive, causée par des divergences d'interprétation du code législatif et/ou la faible légitimité de l'exécutif ;
  - la possibilité croissante de mobilisation antigouvernementale.
- 2) Être à proximité du foyer d'activité. Dans ce cas, les variables temps et espace sont jumelées dans la prémisse suivante : plus l'espace entre les pays et les événements diminue, plus la réaction en chaîne risque de se produire rapidement. Par exemple, un État contigu sera plus vulnérable aux turbulences de son voisin et, de ce fait, risquera de chuter plus rapidement. Donc, plus un État partage ses frontières avec un grand nombre de voisins plus le degré d'incertitude (qui réduit les possibilités de contrôle sur l'environnement) est élevé, ce qui peut avoir un effet non négligeable sur la décision de s'engager dans un conflit<sup>15</sup>.
- 3) Partager certaines caractéristiques (la culture, la nature du régime politique et/ou économique par exemple) communes avec l'initiateur<sup>16</sup>. L'homogénéité idéologique<sup>17</sup>, en plus d'occuper une fonction normative essentielle en période d'accalmie, peut, en période de crise, générer une importante désintégration régionale. Une structure monolithique (malgré son caractère imperméable qui lui octroie une singulière disposition à la résistance) est généralement moins flexible, donc plus vulnérable aux changements dont la magnitude outrepassa la capacité de contrôle de la structure. Ainsi, l'homogénéité idéologique peut faciliter l'emprise et la profondeur d'une période d'instabilité.

14. Dans son explication des causes de la chute de l'URSS, Alexander Dallin propose six préconditions d'ordre interne, que nous qualifions ici par le terme englobant de «vulnérabilité». Voir Alexander DALLIN, «The Causes of the Collapse of the USSR», *Post-Soviet Affairs*, 8 (4), 1992, pp. 279-302.

15. Voir Benjamin A. MOST and Harvey STARR, «Diffusion, Reinforcement, Geopolitics, and the Spread of War», *op. cit.*, pp. 934-935.

16. Voir Jack SNYDER, «Introduction», in Robert JERVIS and Jack SNYDER (dir.), *Dominoes and Bandwagons, Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, New York, Oxford University Press, 1991, pp. 3-19.

17. Cette notion fait référence à l'idéologie «officielle» qui avait notamment pour fonction de légitimer le régime, et non au concept d'idéologie dominante. En fait, l'acceptation de cette dernière semble s'effriter graduellement au sein des «couches» dirigeantes est-européennes dès 1954, mais surtout en 1956 avec les événements de Hongrie, puis de 1968 en Tchécoslovaquie.

## A — Conditions de validation

Ces trois conditions sont nécessaires mais non suffisantes pour que la diffusion se produise. En vertu de la complexité et de la subtilité des interactions entre celles-ci, les rapports dyadiques peuvent être inconstants. Des phénomènes stochastiques d'ordre historique et/ou culturel, systémique, géostratégique, politique et économique peuvent influencer sur la réaction. Le processus de contagion analysé ici part du principe que le comportement d'un acteur influence les probabilités de comportement similaire des autres acteurs. En conséquence, la présence, en simultané, de ces trois conditions (et des quatre sous-conditions de la première catégorie) augmente les chances de désintégration, sans pour autant asseoir les probabilités de diffusion sur des liens de causalité invariables. Sous certaines conditions, et selon la magnitude du problème, la présence d'une ou plusieurs conditions peut également engendrer des transformations structurelles importantes.

La durée dépend invariablement de l'espace physique entre les États ou du décalage temporel entre les événements. Vue comme une période temporelle, elle s'incarne, de façon plus précise, par le temps de réaction entre la source et le résultat<sup>18</sup>. Ainsi, l'intervalle entre l'événement A et l'événement B devient une donnée fondamentale. Comme le souligne Bernard Brodie : «un intervalle le plus long entre la définition de la situation et l'action implique naturellement une addition de facteurs, souvent étrangers à l'événement A<sup>19</sup>.» Dans cette perspective, plus les événements (les conflits) et/ou les foyers d'action sont éloignés, plus l'effet de cascade diminue, et plus il devient difficile, en vertu de l'agrégation d'autres facteurs, d'expliquer les causes d'un conflit. Ajoutons que sur une période temporelle limitée, une asymétrie dans la distribution des événements n'empêche pas ces derniers d'être interreliés et d'exercer une influence sur les événements subséquents.<sup>20</sup> La durée introduit également la fonction cumulative. À ce niveau, la réaction, non seulement amplifie l'énergie de diffusion, mais aussi reconfigure la réaction de même que le résultat à chaque étape. Pour illustrer ce phénomène, Rosenau utilise le circuit électrique : «le premier membre approvisionne et amplifie la puissance du second, et ainsi de suite dans la série», ainsi, «chaque étape de la cascade se voit modifiée par son prédécesseur, et ce, dans la même mesure que celui-ci transforme son successeur<sup>21</sup>.»

18. William W. Davis, George T. Duncan et Randolph M. Siverson font une utilisation originale de l'intervalle temporel sur l'incidence des guerres dyadiques, pour conclure que la mémoire du processus d'infection relève du long terme, sans toutefois être illimitée. Cela peut être utile pour analyser le processus d'identification aux leçons de l'histoire, de même que leur importance comme relation causale. William W. DAVIS, George T. DUNCAN and Randolph M. SIVERTON, «The Dynamics of Warfare: 1816-1965», *American Journal of Political Science*, 22 (4), 1978, pp. 772-791.

19. Bernard BRODIE, «The Domino Theory», *Revue militaire générale*, 10, déc. 1972, pp. 468-478.

20. Voir James N. ROSENAU, *op. cit.*, pp. 298-312.

21. James N. ROSENAU, *op. cit.*, p. 303.

Or, pour que puisse se manifester une réaction continue entre les agents, les États doivent présenter un terrain fertile pour l'introduction des effets. Le taux de réceptivité se détermine par le niveau de vulnérabilité. Elle s'exprime comme nous l'avons vu, essentiellement par l'entremise de facteurs d'instabilité internes. Les problèmes internes d'ordres politiques, économiques et sociaux peuvent causer un tort important. Il sera donc plus aisé pour la révolution (anticommuniste) d'exploiter la désunion et les faiblesses d'un État miné (politiquement et/ou économiquement) de l'intérieur<sup>22</sup>. Comme le souligne Timur Kuran : «les révolutions sont le produit d'un profond désappointement économique, résultat d'attentes non comblées<sup>23</sup>.» Cette situation pousse l'individu, dans la logique de l'action collective, à ordonner ses préférences; puis à évaluer le coût et les bénéfices d'une action contre le régime<sup>24</sup>. Le mouvement populaire qui résulte de la somme des choix individuels sera opérationnel si les risques associés à l'action révolutionnaire deviennent moins importants que les bénéfices espérés<sup>25</sup>. Plusieurs facteurs permettent d'atteindre ce «seuil révolutionnaire». Dans le cas qui nous occupe, l'un des plus significatifs fut le signal que l'URSS n'utiliserait plus la force pour préserver le statu quo en Europe de l'Est. Cette transformation de la politique soviétique (que le rapatriement des troupes d'Afghanistan laissait, dans une certaine mesure, présager<sup>26</sup>), peut être considérée comme un point tournant (mais non exclusif). Comment sont liées les causes circonstanciellles : l'éclatement et la diffusion du conflit en ex-Yougoslavie ? Quel fil conducteur permet de singulariser la cascade des événements, de lui octroyer un caractère propre ?

## II – La diffusion du conflit dans l'ex-Yougoslavie

Notre objectif ici, est d'expliquer, à partir de données empiriques, le fonctionnement de la réaction, et ce, au regard de nos trois conditions. Nous tenterons de répondre aux questions suivantes. Dans quelle mesure les événements en ex-URSS ont-ils provoqué la désintégration de l'ex-Yougoslavie ? Est-il possible de dégager un modèle de réaction en cascade et de relier chacune des étapes d'après leur impulsion sur la suivante (effet cumulatif) ? De quelle

22. Voir Betty GLAD and Charles S. TABER, «Images, Learning, and Decision to Use Force : The Domino Theory of the United States», in Betty Glad (dir.), *Psychological Dimension of War*, California, Sage Publication, 1990, pp. 56-81.

23. Timur KURAN, *op. cit.*, p. 16.

24. Voir Sidney TARROW, «La mondialisation des conflits : encore un siècle de rébellion», *Études Internationales*, 24 (3), septembre 1993, pp. 513-531.

25. Dans leur étude comparative de l'instabilité interne dans 84 pays de 1948 à 1962, L. Feierabend et R. L. Feierabend concluaient : «The less advanced countries are characterized by greater instability because of the aggressive responses to systemic frustration evoked in the populace.» Cité par H. HOUWELING and J. SICCAMA, *op. cit.*, p. 646.

26. Rappelons que l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques faisait l'objet d'un différend important entre Belgrade et Moscou. Le retrait soviétique en 1988 eut des effets diplomatiques positifs entre les deux gouvernements. Voir Robin Alison REMINGTON, «'New Thinking' in Soviet-Yugoslav Relations», in Richard F. STAAR (dir.), *East-Central Europe and the Ussr*, New York, St-Martin Press, 1991, pp. 103-124.



manière se manifestent nos trois dimensions en Yougoslavie, et que pouvons-nous déduire, s'il y a lieu, de la prévalence de celles-ci dans la réaction ?

À l'intérieur, la Yougoslavie présentait toutes les conditions pour qu'un changement dans la structure du système international exerce un effet sur les forces sécessionnistes slovènes et croates. Premièrement, malgré les divergences d'interprétation dialectique entre Moscou et Belgrade, qui conduiront après la Seconde Guerre mondiale à la suspension des liens diplomatiques, la Yougoslavie, en plus d'embrasser une doctrine commune, adoptera le modèle fédéral soviétique<sup>27</sup>. En 1974, la mise en place de cette structure aura graduellement pour effet de transformer une opposition de nature essentiellement nationale et idéologique, en conflit ouvert contre la structure et la composition de la fédération<sup>28</sup>. De 1945 à 1980, les tensions seront étouffées d'une part, par le charisme de Josip Broz Tito et d'autre part, par la structure étatique rigide, centralisée et coercitive. Deuxièmement, probablement avec la volonté de réaffirmer le principe d'égalité nationale, mais aussi d'affermir le contrôle du Parti sur la montée des mouvements nationaux, Tito octroyait, par l'entremise de la constitution de 1974, aux deux provinces autonomes – le Kosovo et la Voïvodine enclavées dans la République serbe – un degré considérable d'autonomie «incluant un accès direct au palier fédéral, principalement par l'entremise d'une représentation au sein des organes du gouvernement, de l'État et du Parti, contournant ainsi les représentants serbes<sup>29</sup>.» Il n'en fallait pas plus pour qu'à la mort de Tito en mai 1980, les forces nationalistes, en l'occurrence celles de la Serbie, condamnent la partition de la Serbie.<sup>30</sup>

La première attaque nationaliste contre la Constitution est lancée en 1981 par le Comité central de la ligue communiste serbe (SKS). En 1986, l'Académie des Arts et des Sciences de Serbie présente un mémorandum qui permet d'articuler et de rapprocher les perspectives nationalistes serbes. Ce document condamne l'attitude antiserbe adoptée par un régime dominé par les Croates (Tito) et les Slovènes (Edvard Kardelj), et bien sûr les injustices commises par la constitution de 1974<sup>31</sup>. Ce désaveu culminera en 1986, avec l'élection du leader serbe ultra-nationaliste Slobodan Milosevic, bien connu pour ses positions sur le sort de la minorité serbe du Kosovo (composé de 91 % d'Albanais). Selon Larrabee : «le conflit au Kosovo est le symptôme – et dans une certaine mesure le catalyseur – d'une crise politique et économique dont les implications surpassent les frontières du Kosovo<sup>32</sup>.»

27. Voir Ivo BANAC, «Post-Communism as Post-Yugoslavism: The Yugoslav non-revolutions of 1989-1990», in Ivo BANAC (dir.), *Eastern Europe in Revolution*, Ithaca. Cornell University Press, 1992, pp. 171-172.

28. *Ibid.*, pp. 168-187.

29. Paul LENDVAL, «Yugoslavia Without Yugoslavs: the Roots of the Crisis», *International Affairs*, 67 (2), 1991, p. 258.

30. Voir Paul GARDE, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 1992, pp. 396-403.

31. Voir Dusko DODER, «Yugoslavia: New War, Old Hatreds», *Foreign Policy*, 91, Summer 1991, pp. 14-16; également Ivo BANAC, *op. cit.*, pp. 175-176.

32. Stephen F. LARRABEE, *op. cit.*, p. 70.

Hormis ces problèmes d'ordre politique et ethnique, la structure présente également des failles sur le plan économique. Avec un taux global d'inflation qui passe de 1989 à 1991 de 1 500 % à 2 585 %<sup>33</sup> et des disparités économiques importantes entre les républiques, l'ex-Yougoslavie, malgré une dette extérieure relativement acceptable de 22 milliards de dollars, est du nombre des États fragilisés par l'éclatement du système socialiste. Avant la guerre, l'inégalité entre les républiques était flagrante. La Slovénie (république la plus riche) avec seulement 8,4 % de la population, compte pour 20 % du PNB<sup>34</sup>, avec un taux de chômage, malgré la crise, se situant autour de 8 %<sup>35</sup>, alors que le Monténégro (république la plus pauvre) avec 75 % de sa population engagée dans l'agriculture pour une superficie de terre arable d'environ 4,2 %, compte plus de 20 % de chômeurs<sup>36</sup>. Cette situation économique difficile, voire intenable, fait dire au mouvement séparatiste slovène que le développement économique de la Slovénie a été entravé par la faiblesse économique des autres membres de la fédération<sup>37</sup>. Si cet ensemble de causes profondes devait conduire à l'éclatement, c'est sur le moment et la forme adoptés qu'il convient maintenant de s'arrêter.

#### A — Impacts des transformations politiques en ex-URSS sur les pays de l'Est et la Yougoslavie

L'ère Gorbatchev et le début de l'ère Eltsine ouvrent une période d'intenses transformations, qui inaugure la désintégration des régimes socialistes et maintenant, la crise économique et politique que l'on connaît. En six mois, une succession sans précédent d'événements viendront «achever» d'ouvrir les pays de l'Est aux vertus de la démocratie, du multipartisme et peu à peu de l'économie de marché. En partie le résultat du «changement» causé par la *glasnost* et la *perestroïka* de Gorbatchev, cette ouverture, surtout pacifique (sauf en Roumanie et en Yougoslavie) se répercutera sur l'ensemble du bloc socialiste<sup>38</sup>. Dallin résume ainsi la part de la *glasnost* dans l'ouverture en ex-URSS et dans les pays de l'Est : «[...] la *glasnost* a rendu possible la mobilisation politique et l'intervention de nouvelles organisations<sup>39</sup>.» L'un des points saillants, vecteur circonstanciel principal de ce qui allait suivre, fut l'accord polonais du 5 avril 1989 (mis au point par le général Jaruzelski) sur le partage des pouvoirs entre le mouvement syndical Solidarité et le Parti ouvrier unifié

33. Voir The Economist Intelligence Unit, «Yugoslavia», *Country Profile*, 1991-92.

34. Patrick MOORE, «The Widening Warfare in the Former Yugoslavia», *RFE/RL Research Report*, 2 (1), 1 January 1993, p. 5.

35. Sabrina P. RAMET, «How Democracy Fares ? Balkan Pluralism and Its Enemies», *Orbis*, 36 (4), Fall 1992, p. 547.

36. Patrick Moore, *op. cit.*, p. 4.

37. John ZAMETICA, *op. cit.*, p. 13.

38. Voir J. F. BROWN, «Crisis and Conflict in Eastern Europe», *RFE/RL Research Report*, 1 (22), 29 May 1992, pp. 1-9.

39. Alexander DALLIN, *op. cit.*, p. 298.

polonais (POUP)<sup>40</sup>. En plus de l'ouverture qu'elle permettait au multipartisme «réel»<sup>41</sup>, la ratification de cet accord confirmait que deux symboles soviétiques importants, celui de la supériorité du socialisme sur le capitalisme et celui du «monopole de la vérité entre les mains d'un seul parti»<sup>42</sup>, n'étaient plus. La recherche de légitimité autrefois idéologique sollicitait maintenant les faveurs de la démocratie. Ainsi, en vertu de cette nouvelle orientation probablement antérieure aux événements de 1989, la désintégration du bloc socialiste se déroule, somme toute, sans explosion de violence.<sup>43</sup>

Il s'agit là d'un changement de cap fondamental, sans lequel la configuration et la diligence du mouvement auraient été modifié de façon singulière. Le message transmis, celui de la reconnaissance du principe d'autodétermination qui remet en cause le dogme de l'irréversibilité des révolutions communistes<sup>44</sup>, sera rapidement capté par la Pologne bien sûr, mais aussi, au cours des six derniers mois de 1989, par la Hongrie, l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, puis au début de 1990 par la Yougoslavie (mais pour des raisons différentes). Après s'être assuré de la disparition de l'ordre ancien par des tests d'ouverture à la démocratie en 1989, l'ensemble des pays d'Europe de l'Est se lance en 1990, dans un processus électoral multipartisans<sup>45</sup>. Sur une période de plus ou moins douze mois, le monde assistera à une transition aussi complexe que fulgurante, complexe parce que biciphale, c'est-à-dire à la fois politique et économique.

40. Mentionnons que la chute du mur de Berlin peut être également considérée comme un vecteur. D'autres, comme Emil Vlajki, vont même jusqu'à soutenir la thèse controversée du complot allemand. Voir son commentaire «Humanisme et calcul historique», dans *le Devoir* du 17 février 1994.

41. Multipartisme réel en raison de l'existence de cette structure (multipartisme contrôlé) dans quelques pays de l'Est. L'Allemagne de l'Est par exemple comptait quatre partis (Union démocratique chrétienne, Parti démocrate paysan d'Allemagne, Libéral démocrate allemand et le Parti national démocrate allemand) en sus du Parti communiste; la Tchécoslovaquie (deux partis tchèques et deux partis slovaques), la Bulgarie et la Hongrie (jusqu'en 1956) également. Voir Patrice GELARD, *Les systèmes politiques des États socialistes*. Paris, Cujas, 1975, tome 2.

42. La reconnaissance que «personne ne détient le monopole de la vérité» fut prononcée par Gorbatchev en février 1986, lors du 27<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Voir Mikhaïl GORBATCHEV, «Political Report of the CPSU Central Committee to the Congress of the PCUS», *New Times*, 9, March 1986, pp. 13-48; également Alexander DALLIN, *op. cit.*, pp. 297-298.

43. «Ceci montre bien que depuis plusieurs mois, probablement à la fin de 1988 ou au début de 1989, une décision avait été fermement arrêtée au sommet de l'appareil politique soviétique à l'effet de n'utiliser la force en aucune circonstance pour déterminer le cours des affaires politiques en Europe de l'Est.» Jacques LÉVESQUE, «L'URSS et l'Europe de l'Est en 1989-1990», in Albert LEGAULT (dir.), *Les six mois qui ont ébranlé le monde*, Québec, Centre québécois de relations internationales – Presses de l'Université du Québec, 1991, p. 45.

44. Voir le discours de Gorbatchev à l'ONU le 7 décembre 1988, in Francis COHEN et al., *Perestroïka* 89, Paris, Messidor, 1989, pp. 50-59.

45. «Des élections étaient prévues dans tous les pays sauf l'Albanie: en RDA le 18 mars; en Hongrie le 25 mars et le 8 avril; en Yougoslavie le 22 avril; en Roumanie le 20 mai; en Tchécoslovaquie le 8 juin et en Bulgarie les 10 et 17 juin 1990.» Stanislav J. KIRSCHBAUM, «Europe de l'Est: ensemble ou chacun tous azimuts?», in Albert Legault (dir.), *Les six mois qui ont ébranlé le monde*, *op. cit.*, p. 84.

La relation entre les événements en Europe de l'Est et l'ex-Yougoslavie est manifeste. Partant de notre « bras de levier » composite constitué de la nouvelle orientation de la politique soviétique à l'égard de ses voisins et de l'accord polonais du 5 avril 1989, il apparaît que la diffusion de la démonstration anti-gouvernementale a suivi le principe de multiplication et d'accumulation des effets. À la suite de la chute du régime communiste en Tchécoslovaquie on pouvait lire sur une bannière : « Pologne – 10 ans, Hongrie – 10 mois, Allemagne de l'Est – 10 semaines, Tchécoslovaquie – 10 jours »... Roumanie – 10 heures. Cette allégorie illustre la progression de la cadence vers la démocratie, où chaque nouvelle chute en prépare une autre jusqu'à la désintégration complète<sup>46</sup>. Dans les faits, facilitée par une situation économique et politique instable, par une mobilisation anti-gouvernementale croissante<sup>47</sup>, canalisée par des organisations institutionnalisées comme Solidarité, ou spontanées comme le Forum démocratique en Hongrie, mais également par la proximité géographique des pays et la convergence idéologique, la vague révolutionnaire balayera tout sur son passage.

Cette accélération démontre que chaque contestation fructueuse contre le communisme réduit, selon la perception des États toujours sous le régime communiste, les risques d'entreprendre la même action. [Ainsi] lorsque le seuil révolutionnaire s'atteint plus facilement, le sentiment révolutionnaire devient de plus en plus contagieux<sup>48</sup>.

Gouvernés par la « révolution gorbatchévienne » et la renonciation à la « Doctrine Brezhnev », il apparaît donc que ces événements sont issus de la reconfiguration politico-économique et idéologique en ex-Urss<sup>49</sup>, mais aussi qu'ils sont interreliés dans une réaction en chaîne qui ne pouvait qu'emporter

46. Richard F. STAAR souligne également l'extrême rapidité du mouvement. « What took approximately one year and a half for Poland and Hungary could be accomplished in three months by the East Germans. Breaking the total grip on power by the ruling communist parties of Czechoslovakia and Bulgaria was done in weeks, The overthrow and execution of Nicolae Ceausescu in Romania occurred within less than one week at the end of December. » Richard F. Staar, « East-Central Europe: The End of the Beginning », in Richard F. STAAR (dir.), *op. cit.* p. 2.

47. Il est important de noter ici que la mobilisation découle de plusieurs facteurs sous-jacents (souvent structurels). Deux de ces facteurs, antérieurs aux événements de 1989, doivent être pris en considération : 1) la conviction quasi unanime dans les élites dirigeantes de l'inviabilité du système et de sa faible légitimité, additionnée au consensus sur la démocratisation et sur l'introduction graduelle, mais nécessaire, de l'économie de marché ; 2) la très faible capacité de mobilisation des forces coercitives par les autorités conservatrices, sauf en Roumanie et en Yougoslavie.

48. Timur KURAN, *op. cit.*, p. 42.

49. Cette renonciation déclarée, en 1988, est d'une importance capitale pour la Yougoslavie et les pays de l'Est en général, car il s'agit non seulement du rejet du principe de « souveraineté limitée » à l'intérieur d'un « Commonwealth socialiste », mais aussi d'un engagement en faveur du « pluralisme ». « His (Gorbachev) renunciation of the Brezhnev Doctrine in the joint Soviet-Yugoslav declaration of 1988 put into practice the already existing ideological restructuring of relations among socialist countries. » Robin Alison Remington, « 'New Thinking' in Soviet-Yugoslav Relations », in Richard F. Staar (dir.), *op. cit.*, p. 113.

le bloc socialiste. S'ils sont le produit du jeu des effets internes : la montée des groupes d'action collective pro démocratiques consécutive à l'ouverture par le haut de l'appareil politique ; et externes : la position géostratégique des États et leur appartenance au bloc socialiste, donnent, lorsque jumelés, toute la mesure à l'ampleur de la désintégration. Dans les Balkans, les premières secousses de ces événements seront ressenties en Bulgarie le 10 novembre 1989.

## B — L'expérience soviéto-yougoslave

Si la brèche, dans l'édifice socialiste, créée par Gorbatchev permet l'expression du mécontentement à la périphérie, celle-ci exerce une toute autre influence sur l'ex-Yougoslavie. En raison des divergences d'ordre dialectique qui minèrent les relations soviéto-yougoslaves depuis la fin des années 40, et des différences socio-économiques qui se manifestèrent par un niveau d'échange particulièrement appréciable (par rapport aux autres pays socialistes) entre l'Occident et la Yougoslavie, Belgrade se distançait de l'URSS, sans toutefois se sentir à l'abri d'une intervention musclée de la part de Moscou (à l'exemple de 1956 en Hongrie et 1968 en Tchécoslovaquie).

Longtemps avant la mort de Tito, la rumeur courait que l'URSS intervenirait, en raison de leurs intérêts pour les bases navales de Split et Pula, contre le séparatisme croate. Cette volonté soviétique de regagner de l'influence ou des territoires était considérée par plusieurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, comme l'un des scénarios post-Tito des plus probables<sup>50</sup>.

Ainsi, l'impact principal de la nouvelle orientation soviétique sur les transformations yougoslaves de 1990-1991, fut de faire disparaître la menace d'une intervention qui chercherait à exploiter les désordres internes<sup>51</sup>. En vertu de cette nouvelle conjoncture politique (et militaire), les disparités séculaires, les nationalismes et les insuffisances des constructions de 1918 et 1945 toujours latentes, allaient maintenant pouvoir s'exprimer librement. Les événements qui se bousculent en ex-Yougoslavie sont certes le produit de la conjonction des tensions interethniques et, comme nous le verrons, de plusieurs autres facteurs qui avaient été, moyennant des mesures dilatoires, contrôlés jusque là. Toutefois, pris indépendamment, ces problèmes historiques ne peuvent expliquer l'éclatement du conflit à ce moment précis. Ces tensions qui existaient depuis fort longtemps, si elles ne pouvaient plus s'accommoder de la structure fédérale imparfaite, auraient pu être aplanies grâce à une réorganisation rapide de la Yougoslavie en confédération<sup>52</sup>. Alors pourquoi à ce moment précis ? Parce que, entre autre, la diffusion des vertus démocratiques a permis aux nationalismes de s'exprimer au-delà de tout contrôle, et à ce conflit d'éclater puis de dégénérer.

50. *Ibid.*, p. 105.

51. Stephen F. Larrabee, «Long Memories and Short Fuses: Change and Instability in the Balkans», *International Security*, 15, 3, Winter 1990/91, p. 68.

52. Voir Anton BEBLER, «Yugoslavia's Variety of Communist Federalism and Her Demise», *Communist and Post-Communist Studies*, 26 (1), March 1993, pp. 72-86.

L'ex-Yougoslavie présente un cas singulier de désintégration violente. En plus d'avoir été une fédération, elle se compose de plusieurs régions ethniquement hétérogènes, morcelées sur une base politique et géographique, qui font l'objet de revendications historiques, non seulement de la part des parties prenantes au conflit, mais aussi des États voisins (l'Albanie sur le Kosovo, la Hongrie sur la Voïvodine et la Grèce et la Bulgarie sur la Macédoine). Pour John Zametica, la désintégration yougoslave se présente comme :

Une série de réactions en chaîne qui menace constamment l'ensemble du pays ; si la Slovénie déclare son indépendance, la Croatie fera de même ; si la Croatie déclare son indépendance, les Serbes de Croatie chercheront, eux aussi, à se séparer ; si les Serbes de Croatie cherchent à abandonner leur république, les Albanais du Kosovo, les Musulmans du Sandzak et bien d'autres emboîteront le pas<sup>53</sup>.

Si cette réaction en chaîne montre le fonctionnement du phénomène de propagation des sentiments sécessionnistes en ex-Yougoslavie et par extension du conflit, il illustre également, mais de façon implicite, le processus d'émergence des nationalismes assoupis.

### C — Processus de diffusion du conflit en ex-Yougoslavie

Avec en amont, la désintégration de l'empire soviétique, les leaders slovène (Milan Kucan) et croate (Franjo Tudjman) profitent de l'occasion pour proclamer l'indépendance de leur république respective le 25 juin 1991, la Macédoine fera de même le 8 septembre 1991. La Bosnie-Herzégovine emboîtera le pas le 1<sup>er</sup> mars 1992, profitant à son tour du vent favorable qui balaya les pays de l'Est en 1989. L'amorce du conflit à ce moment précis, loin de se réduire au choc des forces nationalistes et des tensions interethniques, profite à la fois des réformes de Gorbatchev pour établir le multipartisme (tout en subissant les contrecoups d'une ouverture excessive), et de la déstabilisation mondiale d'après guerre froide<sup>54</sup>. L'éclatement, puis la diffusion du conflit fut rendue possible, à la lumière de nos variables, par la conjonction de plusieurs éléments.

L'armée fédérale intervient en Slovénie le 26 juin 1991. La vulnérabilité de la Slovénie, qui ne se mesure pas en terme absolu, est somme toute inférieure aux autres républiques, ce qui peut expliquer la courte durée du conflit dans cette région. La Slovénie est certainement la république d'ex-Yougoslavie la plus ethniquement homogène avec 90 % de Slovènes. Cela a pour effet de limiter la prolifération de sentiments antagonistes (anti-libéral), en plus de positionner la Slovénie, en terme d'intérêts vitaux, au bas de l'échelle des priorités de la Serbie. Économiquement, malgré une position enviable dans les Balkans, voire même en Europe de l'Est, la Slovénie est secouée par le déclin de sa production industrielle et un taux d'inflation qui

53. John ZAMETICA, «The Yugoslavia Conflict», *Adelphi Paper*, 270, Summer 1992, p. 73.

54. Voir Dusko DODER, *op. cit.*, p. 14.

atteignait 208 % en 1992. Sur le plan politique, la Slovénie adoptera à la fin des années 80 une attitude très critique à l'égard de la réorientation politique serbe de 1987-1988. Le manque de légitimité grandissant des institutions fédérales, de l'armée notamment, l'attitude nationaliste et les idées de création d'une «Grande Serbie», permettront l'émergence d'un mouvement sécessionniste, cristallisé en 1990 dans l'Opposition démocratique (DEMOS). Situé dans l'espace géographique secoué par la crise, c'est-à-dire à proximité à la fois de la vague démocratique venue du nord, et des nationalismes yougoslaves, la Slovénie n'échappera pas à la diffusion du pluralisme, mais surtout des tensions violentes. Tout ce processus s'inscrit dans l'éclatement généralisé du monolithe socialiste. Cependant, le conflit éclate en Slovénie parce que c'est la république la plus réceptive aux valeurs démocratiques occidentales, ce qui lui permet de jeter la première pierre contre l'édifice yougoslave et la volonté centralisatrice serbe.

Après la Slovénie, c'est au tour de la Croatie puis de la Bosnie-Herzégovine de s'embraser. Plusieurs accrochages entre la minorité serbe de Croatie (11,5 %) et la majorité croate conduisent, vers la fin août 1991, à la guerre civile<sup>55</sup>. La diffusion spatiale s'est opérée selon le principe de contagion, la volonté autonomiste des Serbes de Slovénie s'est répandue et a stimulé celle des Serbes de Croatie. À l'instar de la Slovénie, la Croatie et la Bosnie souffrent de problèmes économiques graves. À l'intérieur les forces décentralisatrices se mobilisent dans une diatribe contre la volonté serbe de préserver la fédération, sinon de s'accaparer des territoires occupés par des majorités serbes, comme les régions croates de Krajina et Pétrinja. Les carences économiques, la division politique et une hétérogénéité ethnique – très prononcée dans le cas de la Bosnie-Herzégovine (40 % Musulmans, 32 % Serbes et 18 % Croates) – facilitèrent la diffusion du conflit dans ces deux républiques<sup>56</sup>.

La présence d'un autre phénomène, pour le moins singulier, contribue à confirmer la présence de l'effet domino dans ce conflit. Nous avons établi que l'une des caractéristiques du processus de cascade était incarnée par la propriété cumulative des effets entre chacune des étapes de la réaction. Si l'on observe la durée et l'intensité des conflits en Slovénie, en Croatie et en Bosnie, nous constatons une augmentation tendancielle de ces deux variables. La durée du conflit en Slovénie qui s'échelonne officiellement du 26 juin au 21 juillet 1991, n'est, en fait, que de dix jours. Le conflit n'a atteint un niveau d'intensité important que les 26 et 27 juin, au moment où l'intervention de l'armée fédérale se bute à des unités de la défense territoriale slovène détermi-

55. Le premier se produit en août 1990, alors que les Serbes de Knin en Dalmatie érigent des barricades en guise de protestation contre le nationalisme croate grandissant. Le second a lieu en janvier 1991, lorsque le président Tudjman refuse d'acquiescer à la demande de l'armée fédérale de désarmer et démanteler les forces paramilitaires. Enfin, un troisième accrochage survient en mars 1991. Voir Dennison RUSINOW, «Yugoslavia: Balkan Breakup», *Foreign Policy*, 83, Summer 1991, pp. 155-157.

56. Un autre facteur de contagion important, outre la contiguïté, est sans aucun doute la langue serbo-croate utilisée dans toute l'ex-Yougoslavie, qui facilite la communication donc la diffusion du sentiment belliqueux. Voir Cvijeto Job, *op. cit.*

nées, on dénombre 64 morts<sup>57</sup>. En Croatie l'intensité monte de plusieurs crans et culmine le 5 novembre 1991 lors de l'offensive finale de l'armée fédérale contre la ville de Vukovar. La durée du conflit est difficile à établir avec précision, nous l'estimons à environ quinze mois, soit du début de l'année 1991 au mois de mars 1992. Durant cette période, des sources onusiennes estimaient que le conflit a fait 6 000 morts<sup>58</sup>. Une autre étape est franchie en Bosnie-Herzégovine, l'intensité des combats atteint des sommets avec en décembre 1992 au moins 19 000 morts<sup>59</sup>. Des sommets sont atteints en terme de durée ; le conflit qui fait suite immédiatement à la proclamation d'indépendance du 3 mars 1992 dure toujours, et peut-être pour longtemps encore. Cette cumulation d'effets en termes de durée et d'intensité nous permet d'évaluer le niveau de vulnérabilité et d'interaction entre les républiques. Sur cette base, on peut supposer que l'extension du conflit en Voïvodine, politiquement, économiquement et ethniquement très instable, présenterait, en terme de durée et d'intensité, le même visage qu'en Bosnie.

Jusqu'à maintenant, la Serbie n'a pas subi les affres de la guerre sur son territoire. Cependant, et ce, malgré les efforts du *Régime de sécurité européen*, la diffusion risque toujours de toucher les zones vulnérables du Kosovo, de la Voïvodine et de la région de Sandjak (Musulman) qui préoccupe des États comme la Turquie et l'Iran. De toute évidence, le raid de l'OTAN (10 avril 94) n'a pas refroidi les ardeurs des Serbes de Bosnie, responsables d'une offensive meurtrière sur Gorazde. Le Kosovo, symbole de la résistance contre l'empire ottoman depuis 1389, lieu de la victoire serbe contre les Turcs en 1912, ferment de la conscience collective serbe, risque de se détacher advenant la victoire des indépendantistes albanais. La Voïvodine quant à elle, propriété de la Hongrie de 1867 à la Première Guerre mondiale, majoritairement peuplée de Serbes (57 %), abrite une importante minorité hongroise (340 000 sur 2 millions d'habitants) activiste, épaulée par l'Union démocratique des Hongrois de Voïvodine (VMDK) qui revendique la reconnaissance de leur langue et de leur identité culturelle. En vertu de notre analyse, la Voïvodine (mais aussi le Sandjak<sup>60</sup>) paraît particulièrement vulnérable à l'extension du conflit, d'autant plus que l'afflux continu de réfugiés déstabilise de plus en plus une économie déjà très déficiente<sup>61</sup>. Autre point chaud, la Macédoine demeure une poudrière potentielle en raison de l'énigmatique contentieux qui implique la Bulgarie<sup>62</sup> et la Grèce. Dans ce cas tout est sujet à controverse, son histoire, ses frontières, bref son existence même<sup>63</sup>.

57. John ZAMETICA, *op. cit.*, p. 15.

58. CQRI, «Les conflits dans l'ex-Yougoslavie», *Le maintien de la paix*, bulletin #3, mars 1993.

59. *The Washington Post*, 16 déc. 1992.

60. Voir Milan ANDREJEVICH, «The Sandzak: The Next Balkan Theater of War», *rfe/rl Research Report*, 1 (47), 27 November 1992, pp. 26-34.

61. Voir Hugh POULTON, «Rising Ethnic Tension in Vojvodina», *rfe/rl Research Report*, 1 (50), 18 December 1992, pp. 21-27.

62. Kjell ENGELBREKT, «A Vulnerable Bulgaria Fears a Wider War», *rfe/rl Research Report*, 2 (12), 19 March 1993, pp. 7-12.

63. John ZAMETICA, *op. cit.*, pp. 34-36.



## Conclusion

Il y a donc de fortes probabilités que le conflit infecte les régions épargnées de l'ex-Yougoslavie<sup>64</sup>. Dans ce cas, et seulement dans ce cas, les Balkans ne seraient pas hors de danger, puisque dans toute la zone, la transition vers la démocratie s'accompagne de problèmes économiques sérieux et de tensions interethniques qui risquent de faire surface à tout instant. Les tensions entre Albanais et Grecs l'illustrent bien. À la lumière de notre analyse, il semble raisonnable de supposer que si la guerre tend à se diffuser régionalement, le processus qui voit converger les relations causales est plus susceptible de s'opérer entre des États qui partagent un haut degré d'interaction<sup>65</sup>. Selon Larrabee :

Compte tenu de la position stratégique de la Yougoslavie dans les Balkans, tout problème civil non contrôlé affectera et se diffusera inévitablement dans les pays avoisinants, exacerbant d'autres disputes, en plus de compliquer et de précariser les possibilités de démocratisation dans ces pays. Ainsi, la désintégration de la Yougoslavie peut devenir la menace principale à la sécurité régionale dans les Balkans – et dans l'Europe entière – dans les années 90<sup>66</sup>.

La volonté d'anticiper les événements, et de manipuler les variables modulatrices, bien que toujours chimérique en sciences sociales, demeure l'une de nos préoccupations. Dans cet esprit, et en toute modestie, nous avons tenté d'élaborer un cadre analytique bi-fonctionnel utile à la prospection. En opérant la fusion de trois paramètres déjà utilisés (mais rarement regroupés) soit : la durée, l'espace et la vulnérabilité, nous croyons avoir été en mesure de démontrer la présence d'un réseau d'interactions susceptibles de déterminer le sens de la réaction, et probablement la configuration du résultat. Avec pour objectif de dégager une fonction explicative pour la TD, l'application de cette première phase qui ajoute une autre dimension au conflit yougoslave, se voulait normative. Il a été établi, non seulement, que les événements interagissent entre eux et que les dirigeants ont profité de l'opportunité de la désintégration globale pour agir, mais aussi que l'analyse de l'intensité confirme la présence d'un effet cumulatif. Il apparaît d'une part, que la désintégration de la fédération yougoslave s'inscrit dans une perspective plus large, déterminée par le mouvement amorcé en ex-URSS, et que, d'autre part, les États d'ex-Yougoslavie ont agi de façon non concertée, profitant d'une conjoncture favorable pour mettre carte sur table, déniaient ainsi tous les

64. Ces probabilités doivent être mesurées en tenant compte de l'influence et de la performance des organisations de sécurité (CSCE, UEO notamment) engagées dans le conflit yougoslave, mais aussi pondérées d'après les résultats possibles que pourraient avoir une telle diffusion soit : une intervention massive sous le commandement de l'OTAN. Cette alternative est considérée comme plausible par certains auteurs. Voir Kofi A. ANNAN, «UN Peacekeeping Operations and Cooperation with NATO», *nato Review*, 41 (5), Oct. 1993, pp. 3-7.

65. Voir Benjamin A. MOST and Harvey STARR, «Diffusion, Reinforcement, Geopolitics, and the Spread of War», *op. cit.*

66. Stephen F. LARRABEE, *op. cit.*, p. 71.

arguments en faveur d'une action préméditée. Donc, si l'impact des variables internes est indéniable, il faut reconnaître que les transformations externes ont modifié, voire créé de nouvelles conditions internes, dans une certaine mesure plus réceptives aux changements.